



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Le 18 février 2025,

Les collectifs citoyens opposés à la recherche et à l'exploitation des hydrocarbures sur les territoires français rejettent l'idée lancée par M. Manuel Valls de rouvrir le débat sur l'exploitation des hydrocarbures en Guyane.

Les collectifs citoyens opposés à la recherche et à l'exploitation des hydrocarbures sur les territoires français expriment leur profonde opposition à la volonté du ministre des Outre-Mer de relancer le débat sur l'exploitation des hydrocarbures en Guyane.

Ils prennent bonne note de la position des ministres de l'Énergie et de l'Écologie, qui s'opposent à cette remise en débat de la *loi (dite Hulot) n° 2017-1839 du 30 décembre 2017 mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement.*

Ils rappellent que cette loi fut longuement débattue au Parlement après sept années de manifestations et de débats organisés, à l'initiative de citoyens très déterminés, dans des centaines de communes françaises suite à l'octroi - sans aucune concertation - de permis de recherches de "gaz de schiste". Détricoter cette loi serait une réelle provocation alors que tous les indicateurs d'une catastrophe climatique sont au rouge, que le Haut Conseil pour le Climat alerte les gouvernements successifs sur les dangereuses « coupes budgétaires qui nuisent à la confiance dans la transition climatique », tandis que la France est multicondamnée pour inaction climatique et préjudice écologique*.

Ce n'est pas parce que nos voisins Brésiliens, Surinamais et Guyaniens poursuivent la folle course au pétrole, que nous devrions nous y livrer nous aussi, condamnés à subir le même triste sort par la faillite d'un État français qui trahirait ainsi ses engagements - seuls réellement à la hauteur des enjeux en Guyane comme dans l'hexagone - et succomberait à l'habituel chant des sirènes des pétro-gaziers ; à l'image de ces élus locaux qui, aveuglés par la poudre qu'on leur jette aux yeux, tentent de menacer l'intégrité de cette loi.

Non, les Guyanais ne pensent pas tous dans le même sens, contrairement à ce que veut nous faire croire Monsieur Valls**, ce ministre sur le retour qui semble juste tenter d'exister politiquement et médiatiquement, alors qu'il y aurait tant à faire pour les territoires ultramarins !

Faut-il rappeler que "notre champion" Total lui-même n'a pas été en mesure - dans le cadre réglementaire et légal en vigueur - de trouver des hydrocarbures sur le territoire de la Guyane, et a abandonné ses opérations en 2019 avant que l'autorisation de recherches ne lui soit retirée en 2022 pour "vices dans l'enquête publique"...

En tant que citoyens, nous sommes affolés de constater l'abandon des préoccupations climatiques au profit d'un discours sécuritaire, militaire, servant à masquer l'impuissance de l'État, des gouvernements successifs et des élus devant le dérèglement climatique et les puissances financières.

Les collectifs citoyens s'opposent au maintien des subventions et au soutien à toute énergie fossile. Ils appellent le gouvernement à sortir des postures et à mener une politique de transition économique décarbonée s'appuyant sur la sobriété énergétique.

Pour rappel, la *loi Hulot* a stoppé la délivrance de nouvelles autorisations de recherches d'hydrocarbures sur les territoires français, les permis existant en 2017 pouvant seuls faire l'objet d'un renouvellement d'exploitation, jusqu'en 2040. Nous demandons au gouvernement, aux députés, aux sénateurs, de veiller à son intégrité et à son application sur tout le territoire français, autant qu'au respect - a minima - des engagements pris par notre pays pour le Climat.

La délivrance de nouveaux permis est interdite sur le territoire français, que cette interdiction soit maintenue !

Contacts presse : Guyane - Claire Albanesi - clairealbanesi.17@gmail.com
Hexagone - Estelle Tardy - estelletardy@free.fr - 06 52 62 13 68

SIGNATAIRES

Stop Pétrole Offshore Guyane, Association Maiouri Nature Guyane, Association APEL57, Collectif Auzonnet Cèze et Gainière, Collectif Hautes-Cévennes, Touche pas à mon Schiste (Ardèche), Doulibre (Piémont Cévenol), Sébastien (BastaGaz Alès), Jacqueline B. (Collectif Anduze), Dominique P., Philippe Pascot, Marie Noëlle H., Bob (Collectif Nord-Isère), Françoise L., Nicolas (Stop Gaz de Schiste ! Rhône-Alpes Nord), Julien (Collectif IDF), Olivier G. et Estelle T. (Collectif Causse Méjean – Gaz de Schiste NON ! 48, Collectif Florac), ...

*https://www.francetvinfo.fr/environnement/crise-climatique/justice-climatique-ces-etats-deja-condamnes-pour-inaction-ou-manquements-a-leurs-obligations_6476630.html

**https://www.francetvinfo.fr/france/guyane-francaise/petrole-en-guyane-manuel-valls-veut-rouvrir-le-debat-sur-l-exploitation-d-hydrocarbures_7079943.html